



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 25 juin 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

**2024 - 114      BUDGET PRINCIPAL**  
**MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES**  
**AU TITRE DES EMPRUNTS COMPLEXES**  
**REPRISE DES PROVISIONS CONSTITUEES SOUS LE REGIME SEMI-BUDGETAIRE**  
**CONSTITUTION DE PROVISIONS SOUS LE REGIME BUDGETAIRE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 juin 2024, s'est réuni le mardi 25 juin 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Levanna CALATAYUD  
(Prend part aux délibérations N°84 à N°127)

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER  
Madame Karine GIGODOT  
Monsieur Franck BARBEY

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Aline BOURDAIRE  
(Prend part aux délibérations N°103 à N°143)  
Madame Mekia Noura ADDAD  
(Prend part aux délibérations N°91 à N°143)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Mélanie ZARRILLO  
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur François ROUSTAN  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL  
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Stéphanie MANDREA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 2 avril 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 114**

**DU 25 JUIN 2024**

**BUDGET PRINCIPAL  
MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES  
AU TITRE DES EMPRUNTS COMPLEXES  
REPRISE DES PROVISIONS CONSTITUEES SOUS LE REGIME SEMI-BUDGETAIRE  
CONSTITUTION DE PROVISIONS SOUS LE REGIME BUDGETAIRE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la modification de gestion des provisions pour risques au titre des emprunts complexes du régime semi-budgétaire à un régime budgétaire et de reprendre les écritures passées sous l'ancien régime semi-budgétaire pour les constater sous le nouveau régime budgétaire.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	Fonctionnement :7865/6768 Investissement :1068/1521/1522	619 744,25 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° 2023-246 ;

Considérant qu'en vertu du principe comptable de prudence, les collectivités comptabilisent toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge ;

Considérant que le mécanisme des provisions est simple. Dès lors que la survenance d'un risque (litige par exemple) ou d'une charge apparaît comme probable, la collectivité provisionne sur l'exercice en cours ;

Considérant que la provision pour litige doit être constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune ;

Considérant que la provision pour dépréciation doit être constituée dès l'ouverture d'une procédure collective (redressement et liquidation judiciaires) pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital à un organisme ;

Considérant que la provision pour dépréciation des restes à recouvrer doit être constituée dès que le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable ;

Considérant qu'en dehors des trois cas visés ci-dessus, une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré ;

Considérant qu'une délibération fixe pour chaque provision les conditions de constitution, de reprise et de répartition et d'ajustement de la provision. Un état annexé au budget et au compte administratif retrace leur montant, leur évolution et leur emploi ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, le régime de droit commun des provisions est la semi budgétisation ;

Considérant ainsi qu'en cas d'absence de délibération, le régime des provisions de droit commun (semi-budgétaires) s'applique ;

Considérant que le régime semi-budgétaire enregistre une dépense au compte 68 par un mandat réel afin de constituer la dotation. Le comptable public crédite un compte de provision bloquant la somme à utiliser pour faire face au risque ou à la charge ;

Considérant que conformément à l'article R.2321-3 du CGCT, le régime des provisions budgétaires peut être appliqué sur option décidée par l'assemblée délibérante par une délibération spécifique et seulement au cours d'un même mandat ou après renouvellement du conseil municipal ;

Considérant que les provisions budgétaires constituent des opérations d'ordre budgétaire entre sections et sont retracées en dépenses et en recettes de la section de fonctionnement, au chapitre 042 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " et en recette de la section d'investissement, au chapitre 040 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " ;

Considérant que ce changement de méthode nous permettra réglementairement d'amortir la charge pesant sur la section de fonctionnement ;

Considérant que les opérations liées aux reprises des provisions suite au changement de régime étant d'ordre non budgétaire, elles n'impactent pas les équilibres du budget ;

Considérant que le changement de régime implique la reprise totale des provisions préalablement constituées lors du précédent régime ;

Considérant que la reprise de ces provisions dites semi-budgétaires occasionnera les écritures budgétaires d'ordre mixte suivantes :

Crédit du compte 7865 par débit du compte 1521 pour un montant de 619 744,25 €

Débit du compte 6768 par le crédit du compte 194 pour un montant de 619 744,25 €

Considérant que la constitution de ces provisions sous le nouveau régime nécessitera des écritures d'ordre non budgétaires à l'initiative du comptable public suivantes :

Débit du compte 1068 par le crédit du compte 1522 pour un montant de 619 744,25 €

Considérant que les actualisations à la baisse ou à la hausse nécessiteront une délibération à intervenir au mois de décembre prochain ;

Considérant que la délibération à intervenir occasionnera les écritures d'ordre budgétaire suivantes :

Variation à la hausse : crédit du compte 77682 par le débit du compte 1068

Variation à la baisse : débit du compte 6768 par le crédit du compte 1068

La Commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 4 juin 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** l'option du régime des provisions budgétaires pour risques et charges financiers au titre des emprunts complexes ;
- **AUTORISER** la reprise des provisions constituées par délibération n° 2023-246 lors du régime semi-budgétaire, pour un montant de 619 744,25 € ;
- **AUTORISER** la constitution d'une provision budgétaire pour risque au titre des emprunts complexes d'un montant de 619 744,25 € par un mandat d'ordre non budgétaire, au compte 1068 et un titre d'ordre non budgétaire au compte 1522, à l'initiative du comptable public, sur le budget principal 2024.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **27 JUIN 2024**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **27 JUIN 2024**